

LAMARRE, Jules et MUKAKAYUMBA, Édith (dir.) (2022) *La question des régions en géographie. Perspectives internationales*. L'Harmattan, 359 p. (ISBN 978-2-343-18268-1)

Jean-Marie Miossec

Volume 67, numéro 187, avril 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1112471ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1112471ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

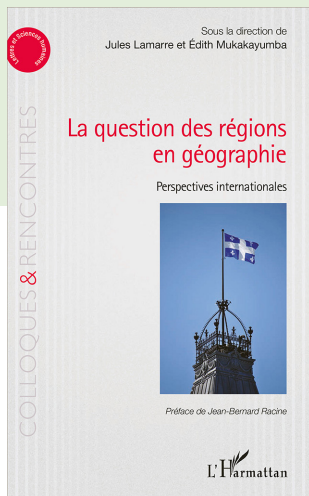
1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Miossec, J.-M. (2022). Compte rendu de [LAMARRE, Jules et MUKAKAYUMBA, Édith (dir.) (2022) *La question des régions en géographie. Perspectives internationales*. L'Harmattan, 359 p. (ISBN 978-2-343-18268-1)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 67(187), 89–90. <https://doi.org/10.7202/1112471ar>

Comptes rendus bibliographiques



LAMARRE, Jules et MUKAKAYUMBA, Édith (dir.) (2022) *La question des régions en géographie. Perspectives internationales*. L'Harmattan, 359 p.

(ISBN 978-2-343-18268-1)

Sans remonter à l'article de Paul Vidal de la Blache dans la Revue de Paris, *Régions françaises*, qui datait de 1910, depuis l'ouvrage de Jean-François Gravier sur La question régionale, paru en 1970, et la publication de 1974 d'Étienne Juillard, *La Région*, contributions à une géographie générale des espaces régionaux,

publication qui reprenait de nombreux articles de cet auteur talentueux, les analyses sur le fait régional se sont multipliées et, dans beaucoup d'États, dans le monde, le fait régional s'est affirmé. Toute nouvelle contribution sur ce thème est donc supposée apporter du neuf, tant dans l'orientation de la problématique que dans la mise en application des politiques régionales.

Comme tout ouvrage collectif collationné, sans être le résultat d'un colloque ou d'un séminaire bien centré, l'ouvrage de Lamarre et Mukakayumba n'est pas homogène. Il s'agit d'une collection de chapitres très inégaux sur une entité territoriale dont l'acception varie selon les auteurs. Terme polysémique, la région peut être infra « nationale », comme le Saguenay, ou englober plusieurs États, nations, Territoires comme le Moyen-Orient. Il y a même un auteur qui traite des acteurs de Pikine – un quartier du grand Dakar –, et un autre, plutôt d'un canton que d'une région. Nous n'entrerons pas dans le détail de l'analyse de chaque chapitre que contient cet ouvrage, sauf pour pointer qu'il est parfois étonnant de noter, pour telle ou telle contribution, la surreprésentation de l'autocitation des publications de son auteur.

L'ouvrage se divise en trois parties: (1) Qu'est-ce qu'une région? (2) Les modes de construction d'une région (3) Des régions géographiques comme espaces vécus. Ce sont des titres suffisamment généraux pour embrasser, en théorie, plusieurs facettes de la régionalisation, ce que le contenu réel des contributions ne traduit guère. Il est difficile d'accepter que l'état de l'art, tel qu'il est brossé ici, soit complet et à jour. Alors que de nombreux États s'engagent dans une politique de décentralisation et de régionalisation, alors que le débat est animé sur ces questions et sur les mécanismes et moyens à mettre en œuvre, plusieurs auteurs demeurent très discrets sur ces montages administratifs et politiques. Les contributions demeurent très générales, très peu en prise, généralement, avec l'analyse des procédures en cours dans les institutions en charge des régions. Il s'agit souvent d'une vue de géographe de cabinet, plus ou moins théorique, fort peu ancrée dans les réalités concrètes, et de l'interterritorialité vécue et institutionnelle, ainsi que de l'action – elle aussi concrète –, des institutions régionales. Paradoxalement, les mises en perspective de Martin Vanier sur les territoires ne sont pas citées. Par ailleurs, les débats sur les actes I, II, III, etc. des décentralisations-régionalisations avancées ont pourtant scandé les dernières décennies. Pour ne prendre qu'un exemple, la thèse de doctorat d'État *Villes et aménagement* et les nombreux travaux de qualité d'Amadou Diop sur le Sénégal, dont sa contribution à une politique d'aménagement et de développement des territoires du Sénégal, auraient pu être un guide dans un effort de réflexion sur un renouvellement de l'approche de la question régionale. On bénéficie cependant dans cet ouvrage collectif d'un chapitre, concis mais dense, de Christian Vandermotten, « La région, fondement de la géographie? »

Les éditeurs n'explicitent pas les choix qui ont présidé à la sélection des contributions sur quelques pays plutôt que d'autres (Québec et Canada, États subsahariens, Tunisie, RD Congo, Sénégal). Les études de cas sont juxtaposées sans que n'aient été présentés les degrés très divers de mise en contexte – les processus de déconcentration-décentralisation-régionalisation-territorialisation

présentent des décalages profonds, d'un cas à l'autre. Plusieurs études datent, sans qu'une mise à jour n'ait été fournie pour des situations qui ont nettement évolué. Les temporalités sont également variables ainsi que les moyens mis en œuvre pour construire une régionalisation. Regrettons également la grande hétérogénéité de l'illustration cartographique de ces contributions, dont certaines n'ont aucune figure illustrative et d'autres des documents de facture, d'échelle, de qualité et d'intérêt variables.

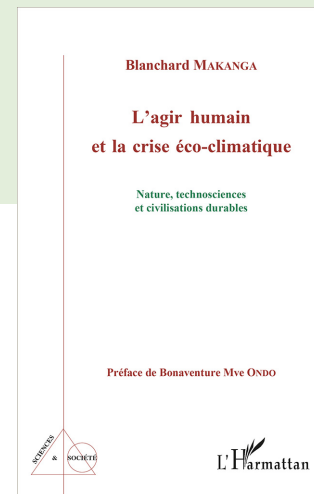
Les réflexions pionnières de la plupart des auteurs signalés au début de ce compte rendu ne sont guère retenues dans les contributions de cet ouvrage; d'ailleurs ces auteurs ne sont pas cités, pas plus que de nombreux chercheurs publiant, depuis des décennies, sur le thème des territoires, de leur aménagement, de l'interterritorialité, de la décentralisation et de la régionalisation. Ce qui manque le plus à l'ouvrage, dont l'intérêt de la thématique est certain, c'est, d'une part, un recentrage clair de la problématique au lieu d'une juxtaposition hétéroclite et, d'autre part, de coller avec beaucoup plus de précision à la réalité des processus de régionalisation. Une collectivité territoriale – et donc une « région » – requiert trois critères: un territoire avec un périmètre faisant consensus, la levée de l'impôt dans ce cadre, l'élection démocratique, par suffrage direct, de ses élus et de son président. Il en est bien peu question dans ces pages, tout comme des relations que les régions entretiennent les unes avec les autres, et de celles qu'elles entretiennent avec les niveaux bas de la hiérarchie administrative territoriale, ou encore des relations nouées avec les strates supérieures (État, entité supra-étatique).

Jean-Marie Miossec

Université Paul-Valéry de Montpellier

BLANCHARD Makanga (2019) *L'agir humain et la crise éco-climatique. Nature, technosciences et civilisations durables*. L'Harmattan, 172 p.

(ISBN 978-2-343-16909-5)



Blanchard Makanga propose un livre sur l'agir humain, la nature et la crise écoclimatique qui sévit présentement sur la planète. C'est un ouvrage de 150 pages où il expose sa vision critique sur les notions de nature, de la science et des technosciences. Qui plus est, il se livre à une analyse des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et des Conférences des parties (COP) en s'interrogeant, du même coup, sur le poids de l'Afrique dans les débats internationaux. Sur cet enjeu, dès le départ, l'auteur note que le sujet « semble devenu une source à la fois de fantasmes millénaristes et de polémiques scientifiques en termes d'analyses, de diagnostics et des résultats » (p. 15). Ce constat sera du reste signalé sans arrêt tout au long de la publication par des références aux discours de climatosceptiques, prétextant le peu de place que le milieu scientifique leur consent.

Le livre se divise en deux sections de deux chapitres chacune. Dans la première section « L'Univers, la nature et l'énigme », Makanga s'inspire grandement des œuvres importantes de la Grèce antique pour étayer ses arguments sur l'exploitation de la nature par l'homme et sur l'absence d'une éthique environnementale. Dans le premier chapitre, il fait un retour aux œuvres d'Héraclite et d'Aristote qui soulignent l'harmonie existante au sein même de la nature, et que l'auteur oppose à cette idée que « la relation humaine à la nature est le plus souvent purement égoïste et utilitariste » (p. 32).

Très influencé par la pensée stoïcienne, il salue la prudence des Anciens, qui appelle à vivre conformément à la nature (p. 45). Plus loin, il dénonce l'esprit de conquête des modernes et des postmodernes. Commentant les rapports du GIEC, l'auteur semble douter du diagnostic des experts onusiens sur le dérèglement du climat par des causes anthropiques (p. 39). Alors, il se réfère (entre autres), à l'œuvre importante de l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, dans son ouvrage *Histoire du climat depuis l'an mil*